



# LA SUISSE EST EN DANGER !

## NOTRE JUSTICE EST CAPTURÉE ET IL EST TEMPS DE BRISER LE SILENCE



<https://swisscorruption.info/plainte-royalties>

**Lettre ouverte aux Membres intègres des Autorités et au Peuple souverain**

**Nous nous adressons solennellement :**

- Aux Chambres fédérales,
- Aux Parlements cantonaux,
- Aux Magistrats intègres,
- Aux Journalistes de la Presse suisse et internationale non soumis

Pendant près de trente ans, la Suisse a vécu sous l'illusion que son État de droit était solide.

Pourtant, depuis 1991, un système opaque, politico-judiciaire et bancaire a étouffé l'un des plus grands scandales économiques de l'histoire contemporaine : **l'affaire de Genève, les royalties FERRAYÉ**, impliquant des sommes gigantesques dépassant les **USD 3'700 milliards**.

Les documents que j'ai transmis – conventions notariées, procès-verbaux judiciaires, auditions officielles, séquestres ordonnés à Genève et à La Haye, transmissions de FedPol, documents bancaires du SKA (Credit Suisse), structures offshore, complicité des Organes de révisions et autres archives complètes – démontrent :

- des flux financiers colossaux,
- des contradictions inexplicables,
- des décisions judiciaires aberrantes,
- des classements systématiques,
- des refus d'instruire,
- des pressions institutionnelles,
- et une coordination troublante entre plusieurs niveaux du Ministère public.

Depuis 1992, toutes nos procédures ont été enterrées sans examen sérieux, tandis que les preuves accablantes s'accumulaient.

Aujourd'hui, alors qu'**UBS envisage une délocalisation vers les USA**, alors que les banques suisses sont fragilisées, alors que Credit Suisse s'est effondré, alors que les banques miroirs des années 1990–2000 resurgissent dans plusieurs enquêtes internationales, nos Autorités corrompues, s'apprêtent à faire perdre à la Suisse, son **indépendance financière, politique, judiciaire** et sa **crédibilité internationale**.

Nous déposons donc officiellement une plainte pénale, visant les **dysfonctionnements systémiques** qui minent nos institutions depuis trois décennies.

*Suite au verso*

Nous appelons les élus de ce pays à se lever ! Nous appelons les journalistes intègres à enquêter ! Nous appelons les citoyens à refuser le mensonge !

**La Suisse vaut mieux que cela !  
L'histoire jugera ceux qui auront choisi le silence.**

La plainte pénale porte sur des soupçons fondés de corruption, entrave à l'action pénale, abus d'autorité et blanchiment aggravé, impliquant des membres passés et actuels du MP VD, MP GE, MPC, de FedPol, de la FINMA, de la BNS, etc.

Les pièces officielles relatives à l'affaire de Genève – auditions judiciaires, conventions notariées, séquestres, documents bancaires – mettent en évidence des flux supérieurs à **100 milliards USD**, des contradictions majeures et des anomalies graves dans la gestion judiciaire des dossiers depuis 1992.

Le Ministère Public VD a affirmé en 2006 qu'« *aucun indice d'infraction* » n'existait, alors que les pièces contredisent frontalement cette affirmation.

Des liens structurels avec les banques (SKA, Credit Suisse, UBS), les banques miroirs des années 1990–2000, et des risques systémiques actuels (délocalisation potentielle d'UBS) renforcent la nécessité d'une enquête indépendante **immédiate**.

Les plaignants demandent <https://swisscorruption.info/plainte-royalties> :

- la désignation de procureurs extraordinaires,
- une enquête complète,
- et la protection de la souveraineté institutionnelle suisse.

Si nous prenons aujourd'hui la parole, ce n'est pas par ambition personnelle, ni par provocation, mais par devoir. Le devoir de parler lorsque les faits interpellent. Le devoir d'alerter lorsque la cohérence institutionnelle vacille. Le devoir d'agir lorsque la confiance dans l'État de droit est menacée ou encore lorsque des sociétés systémique (UBS) peuvent vouloir émigrer outre-Atlantique pour échapper à leurs responsabilités, quoi que son Directeur général puisse en dire pour tromper l'Opinion publique et préparer le départ...

Depuis trop longtemps, un silence lourd entoure des dossiers qui auraient dû recevoir un examen rigoureux, indépendant et transparent. Ce silence, nous le brisons aujourd'hui avec le dépôt de notre plainte pénale au Ministère Public de la Confédération.

Cette plainte ne vise pas à accuser arbitrairement, ni à diffamer. Elle vise à demander quelque chose de beaucoup plus simple, beaucoup plus fondamental :

 **une enquête indépendante, complète, impartiale.**

Les institutions ont un besoin vital de transparence ! Nous sommes dans un pays qui s'enorgueillit – à juste titre – de la solidité de ses institutions. Mais aucune institution n'est infaillible. Aucune institution n'est au-dessus de l'examen. Et surtout : aucune institution ne devrait décider seule de s'auto-investiguer.

Lorsque des procédures judiciaires aboutissent à des décisions incomprises, lorsqu'un dossier déclenche des interrogations persistantes, la seule réponse saine, la seule réponse démocratique, c'est : **La transparence, le contrôle indépendant, la confrontation des faits...**

La Suisse ne pourra rester forte que si elle reste transparente. Elle ne pourra rester crédible que si elle n'a rien à cacher. Elle ne pourra rester respectée que si elle se montre capable de s'examiner elle-même.